

AS/cd

République du Sénégal

-----  
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIRUR  
-----

N°

MAESE/DAJC/CAI.

Dakar, le

de  
EXPOSE DES MOTIFS du projet/Loi autorisant  
le Président de la République à ratifier le  
Protocole relatif à la Cour de Justice de la  
Communauté, fait à Abuja le 6 juillet 1991.

La Cour de Justice de la Communauté est une institution créée par le  
Traité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).  
L'article 11 de ce Traité dispose que "la composition, les Statuts et toutes  
autres questions relatives au Tribunal sont déterminés par la Conférence".

C'est dans le cadre de la mise en oeuvre de cette disposition que  
la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a adopté le 6 juillet 1991,  
à Abuja, le Protocole, objet du présent Projet de Loi.

Cet Accord prévoit la mise sur pied, comme composante indispensable  
de tout Projet d'intégration basé sur l'accord des Parties, d'une juridiction  
indépendante chargée de statuer sur les différends relatifs à l'interprétation  
ou à l'application du Traité constitutif. De par sa composition (7 juges), sa  
compétence, son mode de fonctionnement et le statut de ses arrêts (obligation  
à l'égard des Etats Membres et des autres organes de la Communauté), la Cour  
de Justice de la Communauté présente les garanties d'une institution judiciaire  
internationale à la fois fonctionnelle, crédible et efficace.

Il est intéressant de noter, à cet égard, la souplesse de la procédure  
de saisine de cette juridiction tant en matière contentieuse que dans l'exercice  
de ses fonctions d'organe consultatif.

Dans le premier cas la procédure devant la Cour peut être déclenchée par un Etat Membre agissant au nom de ses ressortissants. Dans le second, elle est habilitée à rendre des avis consultatifs sur requête d'un ou de plusieurs Etats Membres ou de toute autre Institution de la Communauté.

Par ailleurs, la Cour bénéficie de l'exclusivité de compétence pour tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Traité. Ses arrêts sont sans appel et ils ne peuvent faire l'objet d'une demande en révision que dans des conditions exceptionnelles.

Le Protocole objet du présent Projet de Loi est entré en vigueur provisoirement à sa signature le 6 juillet 1991, et le sera définitivement après le dépôt des instruments de ratification d'au moins sept (7) Etats signataires. Il est partie intégrante au Traité instituant la CEDEAO.

Telle est l'économie du présent Projet de Loi.

13 2067

REPUBLIQUE DU SENEGAL

---

ASSEMBLEE NATIONALE

---

VIII<sup>è</sup> LEGISLATURE

---

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 1994

-----

RAPPORT FAIT AU NOM DE L'INTERCOMMISSION  
CONSTITUEE PAR LES COMMISSIONS DES AFFAIRES  
ETRANGERES ET DES LOIS

SUR

LE PROJET DE LOI N° 13/94 AUTORISANT LE  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A RATIFIER LE PRO-  
TOCOLE RELATIF A LA COUR DE JUSTICE DE LA  
COMMUNAUTE FAIT A ABUJA LE 6 JUILLET 1991

PAR

HAMIDOU TALL

RAPPORTEUR

MONSIEUR LE PRESIDENT,  
MESSIEURS LES MINISTRES,  
MES CHERS COLLEGUES,

L'Intercommission constituée par les commissions des Affaires étrangères et des Lois réunie sous la présidence de notre collègue le Dr Daouda SOW, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération, le lundi 25 avril 1994, a examiné le projet de loi n° 13/94 autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole relatif à la Cour de Justice de la Communauté fait à Abuja le 6 juillet 1991.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Moustapha NIASS, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur.

Dans l'exposé des motifs, le Ministre d'Etat devait dire : "la Cour de la Justice de la Communauté est une institution créée par le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de L'Ouest (CEDEAO)". L'article 11 de ce Traité dispose : "la composition, les statuts et toutes autres questions relatives au tribunal sont déterminés par la conférence".

C'est dans le cadre de la mise en oeuvre de cette disposition que la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a adopté le 6 juillet 1991 à Abuja le Protocole, objet du présent projet de loi.

Cet Accord prévoit la mise sur pied comme composante indispensable de tout projet d'intégration basé sur l'accord des parties, d'une juridiction indépendante chargée de statuer sur

.../...

les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du Traité constitutif. De par sa composition (7 sièges), sa compétence, son mode de fonctionnement et le statut de ses arrêts (obligation à l'égard des Etats membres et des autres organes de la Communauté), la Cour de Justice de la Communauté présente les garanties d'une institution judiciaire internationale à la fois fonctionnelle, crédible et efficace.

Il est intéressant de noter, à cet égard, la souplesse de la procédure de saisine de cette juridiction tant en matière contentieuse que dans l'exercice de ses fonctions d'organe consultatif.

Dans le premier cas, la procédure devant la Cour peut être déclenchée par un Etat membre agissant au nom de ses ressortissants. Dans le second, elle est habilitée à rendre des avis consultatifs sur requête d'un ou de plusieurs Etats membres ou de toute autre institution de la Communauté.

Par ailleurs, la Cour bénéficie de l'exclusivité de compétence pour tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Traité. Ses arrêts sont sans appel et ils ne peuvent faire l'objet d'une demande de révision que dans les conditions exceptionnelles.

Le Protocole, objet du présent projet de loi est entré en vigueur provisoirement à sa signature le 6 juillet 1991 et le sera définitivement après le dépôt des instruments de ratification d'au moins sept (7) Etats signataires. Il est partie intégrante du Traité instituant la CEDEAO devant conclure Monsieur Le Ministre d'Etat.

Après l'exposé des motifs du Ministre d'Etat, vos Commissaires ont fait des remarques et posé les questions suivantes :

-L'article 2 parle de la Cour en tant que principal organe judiciaire de la Communauté, les Commissaires ont voulu savoir quels sont les autres organes judiciaires de la Communauté et quels rapports entretiennent ces différents organes ?

-A l'article 3 parlant de la composition de la Cour au point 7, notamment les conditions d'âge, il s'est dégagé la préoccupation de relever le plancher de 50 à 60 ans au lieu de 40 à 60 ans. Comment s'assurer que les membres de la Cour ne se livrent pas à des activités para-professionnelles à l'intérieur de leur pays ? Au cas de refus d'obtempérer d'un Etat après un jugement rendu, quels seraient les moyens disponibles pour contraindre cet Etat à s'exécuter ?

-La notion de "conditions exceptionnelles" demande à être explicitée selon vos Commissaires. Aussi ils voudraient comprendre au niveau de l'article 5 pourquoi il est dit "prestation de serment ou "déclaration solennelle".

-A l'article 7 paragraphe 2, il est dit "qu'en cas de démission d'un membre de la Cour, ses fonctions prennent fin, cependant celui-ci continue de siéger jusqu'à la nomination et l'entrée en fonction de son successeur". Vos Commissaires voudraient savoir l'intérêt de cette obligation et surtout du contenu du mot "siéger".

-A l'article 10 "pour quelle raison il est dit que la Cour peut émettre à titre consultatif un avis juridique" une fois consultée, en quoi est-il possible que la Cour n'émette pas son avis ?

-A l'article 12 l'habilitation des Juristes à plaider devant la Juridiction devrait ressortir d'une autorité de la Communauté.

-A l'article 22, point 3 où il est dit "les Etats membres et les institutions de la Communauté sont tenus de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires de manière à assurer l'exécution de la décision de la Cour", n'a-t-on pas créé là une structure de compromis au lieu d'une structure de supranationalité ? Il faut donner une force exécutoire à cette structure de la Communauté, cela suppose un petit abandon de la souveraineté.

-Sur la saisine, il faut donner la possibilité à un groupe de citoyens de pouvoir secouer les leviers de cette Cour et veiller à l'application effective des traités signés.

Après les questions de vos Commissaires, le Ministre d'Etat a repris la parole pour apporter les réponses suivantes /

En ce qui concerne la Cour de la Justice, il s'agit d'un organe juridictionnel; sur le degré de la Cour, l'organe principal prend toujours des décisions sans appel; c'est la raison pour laquelle on a mis l'adjectif principal.

Pour ce qui concerne le plancher d'âge, le Ministre d'Etat a pris note pour demande de modifier cette disposition.

Répondant à la question "comment s'assurer que les magistrats ne s'adonnent pas à des activités lucratives", le Ministre d'Etat dira que la seule barrière qu'un juge peut avoir pour ne pas violer la loi, c'est sa conscience.

Les moyens de coercition contre un Etat ne peuvent pas être des peines privatives de liberté, ce sont des contraintes, des sanctions prévues par la législation internationale, c'est le retrait du droit de participation à une conférence, à une réunion ou à une consultation, c'est une sanction pénale en ce qui concerne les contributions.

Pour ce qui concerne les arrêts qui sont sans appel, le Ministre d'Etat dira qu'on les appelle "conditions exceptionnelles" car cela vise les circonstances exceptionnelles (calamités dans la zone concernée).

Il y a une différence de définition entre "prestation de serment" et "déclaration solennelle". la prestation de serment se fait généralement devant une Cour, la déclaration solennelle se fait devant un juge.

Qui dit "siéger" dans le cas de la démission dit exécution des affaires courantes affirmera le Ministre d'Etat. A l'article 12, il y a des Experts qu'on agrée, ce sont des Conseils-juristes, Consultants agréés non des avocats des barreaux.

Le Ministre d'Etat dira qu'on dit la structure de compromis et non de supranationalité, parce qu'on s'en remet à la sagesse des Chefs d'Etat qui, en frères règlent certains problèmes.

Le Ministre d'Etat précisera qu'on ne peut pas séparer les individus des Etats et lorsque le droit des Etats est règlementé en même temps le droit des individus l'est.

Après les réponses du Ministre d'Etat, vos Commissaires, satisfaits, ont adopté à l'unanimité le présent projet de loi et vous demandent d'en faire autant si cela ne soulève aucune objection majeure de votre part.



132067

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
ASSEMBLEE NATIONALE  
N° 13

L O I

AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
A RATIFIER LE PROTOCOLE RELATIF A LA  
COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE, FAIT  
A ABUJA LE 6 JUILLET 1991.

-----

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du Vendredi 6 Mai  
1994, la loi dont la teneur suit ;

ARTICLE UNIQUE :

Le Président de la République est autorisé à ratifier le Protocole  
relatif à la Cour de Justice de la Communauté, fait à Abuja,  
le 6 Juillet 1991.

Dakar, le 6 Mai 1994

Le Président de Séance

Mbaye DIOUF

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

VU l'Article 5 du Traité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU les dispositions de l'Article 4 paragraphe 1 e) et de l'Article 11 du Traité relatives respectivement aux Institutions de la Communauté et à la création de la Cour de Justice de la Communauté ;

CONSCIENTES de ce que la Cour de Justice de la Communauté a pour rôle prépondérant d'assurer le respect du droit et des principes d'équité dans l'interprétation et l'application du Traité ainsi que des Protocoles et Conventions y annexés et d'être investie de la responsabilité de régler tout différend pouvant lui être soumis conformément aux dispositions de l'Article 56 du Traité, ainsi que les différends pouvant surgir entre les Etats Membres et les Institutions de la Communauté ;

DESIREUSES de conclure un Protocole définissant la composition, la compétence, le statut de la Cour de Justice de la Communauté ainsi que les autres questions y relatives ;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er /: DEFINITIONS.

Dans le présent Protocole, on entend par :

**TRAITE** : le Traité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ainsi que les Protocoles et Conventions y annexés ;

**COMMUNAUTE** : la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée par l'article 1 du Traité ;

**ETAT MEMBRE** ou **ETATS MEMBRES** : un Etat Membre ou des Etats Membres de la Communauté ;

**CONFERENCE** : la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté créée par l'Article 5 du Traité ;

**PRESIDENT DE LA CONFERENCE** : le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

**CONSEIL** : le Conseil des Ministres de la Communauté créée par l'article 6 du Traité ;

**SECRETARIAT EXECUTIF** : le Secrétariat Exécutif créé conformément à l'article 8.1 du Traité ;

**SECRETAIRE EXECUTIF** : le Secrétaire Exécutif de la Communauté nommé conformément à l'article 8.2 du Traité ;

**COUR** : la Cour de Justice de la Communauté créée par l'article 11 du Traité ;

**MEMBRE DE LA COUR** ou **MEMBRES DE LA COUR** : une ou des personne (s) nommée (s) juge ou juges conformément aux dispositions de l'article 3.2 du présent Protocole.

## ARTICLE 2 : CREATION DE LA COUR

La Cour de Justice de la Communauté créée par l'article 11 du Traité en tant que principal organe judiciaire de la Communauté est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DE LA COUR

1. La Cour est composée de juges indépendants choisis parmi les personnes de haute valeur morale, ressortissants des Etats Membres, possédant les qualifications requises dans leurs pays respectifs pour occuper les plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des juriconsultes de compétence notoire en matière de droit international et nommés par la Conférence.

2. La Cour est composée de sept (7) membres dont deux (2) ne peuvent être ressortissants du même Etat Membre. Les membres de la Cour élisent en leur sein un Président et un Vice-Président qui agissent en cette qualité pendant une période de trois (3) ans.

3. Lorsqu'une personne dans l'exercice de ses fonctions en qualité de membre de la Cour, est considérée comme ressortissant de plus d'un Etat Membre, cette personne est tenue de choisir la nationalité dans laquelle elle exerce habituellement ses droits civils et politiques.

4. Les membres de la Cour sont nommés par la Conférence et choisis sur une liste de personnes désignées par les Etats Membres. Aucun Etat Membre ne peut désigner plus de deux personnes.

5. Le Secrétaire Exécutif prépare une liste par ordre alphabétique de toutes les personnes ainsi désignées qu'il transmet au Conseil.

6. La Conférence nomme les membres de la Cour à partir d'une liste de quatorze (14) personnes préselectionnées sur proposition du Conseil.

7. Nul ne peut être nommé membre de la Cour s'il est âgé de moins de 40 ans et de plus de 60 ans. Un membre de la Cour ne peut prétendre à une nouvelle nomination s'il est âgé de plus de 65 ans.

#### ARTICLE 4 : MANDAT DES MEMBRES DE LA COUR

1. Les membres de la Cour sont nommés pour une période de cinq (5) ans. Leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois pour une autre période de cinq (5) ans. Toutefois, pour les membres de la Cour nommés pour la première fois, le mandat de trois membres expire au bout de trois (3) ans et celui des quatre (4) autres membres au bout de cinq (5) ans.

2. Les membres de la Cour dont le mandat arrive à expiration à la fin des périodes initiales de trois (3) et cinq (5) ans susmentionnées sont choisis par tirage au sort par le Président de la Conférence immédiatement à la fin de la première nomination.

3. A l'expiration du mandat d'un membre de la Cour, celui-ci reste en fonction jusqu'à la nomination et l'entrée en fonction de son successeur. En cas de remplacement, il est tenu de poursuivre jusqu'à son règlement toute affaire dont il est déjà saisi.

4. En l'absence du Président, ou lorsque le Président est dans l'impossibilité de continuer à exercer ses tâches et fonctions, le Vice-Président assume lesdites tâches et fonctions.

5. En cas d'absence temporaire d'un membre de la Cour, il est remplacé conformément aux dispositions du Règlement Intérieur.

6. Lorsqu'un membre de la Cour se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le Secrétaire Exécutif en informe le Conseil qui propose à la Conférence la nomination d'un nouveau membre pour le remplacer.

7. Toutefois, en cas d'inconduite notoire, d'incapacité d'exercer ses fonctions, d'incapacité physique ou mentale d'un de ses membres, la Cour se réunit en séance plénière pour constater les faits. Elle en dresse un rapport qu'elle transmet sans délai à la Conférence qui peut relever de ses fonctions le membre de la Cour mis en cause.

8. Lorsque le Président de la Cour ne peut participer au jugement d'une affaire déterminée, il est remplacé par le Vice-Président. En cas d'empêchement du Vice-Président il est pourvu à son remplacement par un autre membre de la Cour conformément aux dispositions du Règlement Intérieur.

9. Lorsqu'un membre du Tribunal ne peut participer au jugement d'une affaire déterminée, il en informe le Président de la Cour qui procède à son remplacement par un autre membre de la Cour pour le règlement de cette affaire.

10. Dans tous les cas où le Président est, en vertu des dispositions du paragraphe 8 du présent article, remplacé par le Vice-Président ou par tout autre membre de la Cour, celui-ci exerce toute l'autorité et tous les pouvoirs attachés à la fonction de Président de la Cour.

11. Aucun membre de la Cour ne peut exercer une fonction politique ou administrative, ni entreprendre aucune autre activité professionnelle.

#### ARTICLE 5 : PRESTATION DE SERMENT

1. Avant d'entrer en fonction, les membres de la Cour prêtent serment ou font une déclaration solennelle devant le Président de la Conférence.

2. La prestation de serment ou la déclaration se feront dans les termes suivants : "Je... jure (ou déclare) solennellement d'exercer mes fonctions et mes pouvoirs de membre de la Cour de façon honorable et loyale, en toute impartialité et en toute conscience."

#### ARTICLE 6 : PRIVILEGES ET IMMUNITES

1. La Cour, et ses membres pendant la durée de leur mandat, bénéficient des privilèges et immunités identiques à ceux dont jouissent les missions diplomatiques et les diplomates sur le territoire des Etats Membres, ainsi que ceux normalement reconnus aux juridictions internationales et aux membres de ces juridictions.

2. A ce titre, les membres de la Cour ne peuvent être poursuivis ni recherchés pour les actes accomplis ou pour les déclarations faites dans et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

#### ARTICLE 7 : DEMISSION.

1. Les membres de la Cour peuvent démissionner à tout moment en adressant une lettre de démission au Secrétaire Exécutif qui la transmet à la Conférence.

2. En cas de démission d'un membre de la Cour, ses fonctions prennent fin. Cependant, celui-ci continue de siéger jusqu'à la nomination et l'entrée en fonction de son successeur.

3. En cas de démission d'un membre de la Cour, le Secrétaire Exécutif en informe le Conseil qui propose deux personnes. La Conférence désigne l'une d'entre elles pour pourvoir le poste vacant.

#### ARTICLE 8 : REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DE LA COUR

La personne désignée en remplacement d'un membre de la Cour dont le mandat n'est pas venu à expiration est nommée dans les mêmes conditions que celui-ci et reste en fonction jusqu'au terme du mandat du membre remplacé.

#### ARTICLE 9 : COMPETENCE DE LA COUR

1. La Cour assure le respect du droit et des principes d'équité dans l'interprétation et l'application des dispositions du Traité.

2. Elle connaît en outre des différends dont elle est saisie, conformément aux dispositions de l'article 56 du Traité, par les Etats Membres ou par la Conférence lorsque ces différends surgissent entre les Etats Membres ou entre un ou plusieurs Etats Membres et les Institutions de la Communauté, à l'occasion de l'interprétation ou de l'application des dispositions du Traité.

3. Un Etat Membre peut, au nom de ses ressortissants, diligenter une procédure contre un autre Etat Membre ou une Institution de la Communauté, relative à l'interprétation et à l'application des dispositions du Traité, en cas d'échec des tentatives de règlement à l'amiable.

4. La Cour a toutes les compétences que les dispositions du présent Protocole peuvent, de manière spécifique, lui conférer.

#### ARTICLE 10 : AVIS CONSULTATIFS.

1. La Cour peut, lorsqu'elle est saisie par la Conférence, le Conseil ou par un ou plusieurs Etats Membres ou par le Secrétaire Exécutif et toute autre Institution de la Communauté, émettre à titre consultatif, un avis juridique sur les questions qui requièrent l'interprétation des dispositions du Traité.

2. La requête aux fins d'un avis consultatif en vertu du paragraphe 1 du présent article est faite par écrit. Elle contient une indication exacte des questions sur lesquelles l'avis est requis et est accompagnée de tous les documents pertinents susceptibles d'éclairer la Cour.

3. Dès réception de la requête visée au paragraphe 2 du présent article le Greffier en Chef de la Cour en saisit immédiatement les Etats Membres, leur notifie le délai fixé par le Président de la Cour pour recevoir leurs observations écrites ou entendre à l'audience leurs déclarations.

4. La Cour rend son avis consultatif en audience publique.

5. Dans l'exercice de ses fonctions consultatives, la Cour est régie par les dispositions du présent Protocole relatives à la procédure contentieuse lorsque celle-ci estime qu'elles sont applicables.



#### ARTICLE 11 : MODE DE SAISINE DE LA COUR

1. La Cour est saisie par une requête adressée au Greffier de la Cour. Cette requête énonce l'objet du différend, les parties en cause et contient un exposé sommaire des moyens invoqués ainsi que les conclusions du requérant.

2. Le Greffier en Chef de la Cour notifie sans délai la requête ainsi que toutes les pièces relatives à l'objet du différend à l'autre partie ; celle-ci est tenue de faire connaître ses moyens de défense dans les délais fixés par le Règlement intérieur de la Cour.

#### ARTICLE 12 : REPRESENTATION DEVANT LA COUR.

Chaque Partie à un différend est représentée devant la Cour par un ou plusieurs agents qu'elle désigne à cette fin. Ces agents peuvent, en cas de besoin, requérir l'assistance d'un ou plusieurs Avocats ou Conseils auxquels les lois et règlements des Etats Membres reconnaissent le droit de plaider devant leurs juridictions.

#### ARTICLE 13 : REGLES DE PROCEDURE

1. La procédure devant la Cour comporte deux (2) phases ; l'une écrite, l'autre orale.

2. La procédure écrite comprend la requête, la notification de la requête, le mémoire en défense, le mémoire en réplique, le mémoire en duplique ainsi que toutes autres conclusions ou documents destinés à le soutenir.

3. Les pièces de la procédure écrite sont adressées au Greffier en Chef de la Cour dans l'ordre et dans le délai fixés par le Règlement Intérieur de la Cour ; une copie de chaque document ou pièce présentée par l'une des parties est communiquée à l'autre partie.

4. La procédure orale consiste en l'audition des parties, des agents, des témoins, des experts, des avocats ou conseils.

#### ARTICLE 14 : AUDIENCES DE LA COUR.

1. Le Président convoque les parties à comparaître devant la Cour. Il en fixe le rôle et préside les audiences.

2. La Cour ne peut siéger et délibérer valablement qu'en présence du Président et de deux de ses membres au moins. Toutefois, à chacune de ses audiences, la Cour sera composée de manière à comporter un nombre impair de ses membres.

3. Les audiences de la Cour sont publiques. Toutefois, la Cour peut siéger à huis clos à la demande de l'une des parties ou pour des motifs qu'elle peut seule déterminer.

#### ARTICLE 15 : PRODUCTION DE DOCUMENTS

1. La Cour peut, à tout instant, demander aux parties de produire tous documents et de fournir toutes informations ou explications qu'elle juge utiles. En cas de refus, elle en prend acte.

2. La Cour peut également demander à tout Etat Membre qui n'est pas partie au litige ou à toute Institution de la Communauté de fournir toutes informations qu'elle juge nécessaires au règlement du litige.

#### ARTICLE 16 : ENQUETES ET AVIS D'EXPERTS.

La Cour peut, en tout état de cause, et conformément à son Règlement intérieur, ordonner toutes mesures d'instruction, requérir toute personne ou institution ou tout organisme à l'effet de diligenter une enquête ou d'émettre un avis d'expert.

ARTICLE 17 : AUDITIONS DES TEMOINS.

1. Les témoins régulièrement convoqués sont tenus de comparaître devant la Cour. Ils sont entendus dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur de la Cour.

2. Les Experts peuvent être sous serment en qualité de témoins conformément aux dispositions du Règlement Intérieur de la Cour.

3. Toutes les auditions/enregistrées et signées par le Président et le Greffier en Chef de la Cour.  
*sont*

ARTICLE 18 : DEPOSITION SUR REQUETE

1. La Cour peut requérir l'autorité judiciaire du lieu de résidence d'un témoin ou d'un Expert à l'effet de l'entendre.

2. La requête est adressée à l'autorité judiciaire requise dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur de la Cour. Les documents émanant d'une telle déposition sont, dans les mêmes conditions, transmis à la Cour.

3. Les frais consécutifs à cette procédure sont à la charge des parties au différend.

ARTICLE 19 : DECISIONS DE LA COUR

1. La Cour procède à l'examen du différend dont elle est saisie conformément aux dispositions du Traité et de son Règlement Intérieur. Elle peut également appliquer, le cas échéant, les principes de droit, tels que définis à l'article 38 du Statut de la Cour Internationale de Justice.

2. Les décisions de la Cour sont lues en séance publique et doivent être motivées. Elles sont, sous réserve des dispositions du présent Protocole relatives à la révision, immédiatement exécutoires et ne sont pas susceptibles d'appel.

3. Chaque différend ne donne lieu qu'à une décision de la Cour. Les délibérations de la Cour sont secrètes et ses décisions sont prises à la majorité de ses membres.

#### ARTICLE 20 : ORDONNANCES ET INSTRUCTIONS PROVISOIRES.

La Cour peut, toutes les fois qu'elle est saisie d'un différend, ordonner toutes mesures ou toutes instructions provisoires qu'elle estime nécessaires ou opportunes.

#### ARTICLE 21 : DEMANDE EN INTERVENTION.

Tout Etat Membre, lorsqu'il estime que la solution d'un litige dont la Cour est saisie est susceptible de porter atteinte à ses intérêts, peut sur requête écrite, intervenir au différend.

#### ARTICLE 22 : EXCUSIVITE DE COMPETENCE ET ACQUIESCEMENT AUX DECISIONS DE LA COUR.

1. Aucun différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Traité ne peut être soumis à un autre mode de règlement que celui prévu par le Traité ou le présent Protocole.

2. Lorsque la Cour est saisie d'un différend, les Etats Membres ou les Institutions de la Communauté doivent s'abstenir de toute action susceptible de l'aggraver ou d'en entraver le règlement.

3. Les Etats Membres et les Institutions de la Communauté sont tenus de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires de nature à assurer l'exécution de la décision de la Cour.

ARTICLE 23 : INTERPRETATION DES DECISIONS.

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'une décision ou d'un avis consultatif, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une Institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

ARTICLE 24 : FRAIS D'INSTANCE.

A moins que la Cour n'en décide autrement, chaque partie au différend est tenue des frais d'instance qu'elle a exposés.

ARTICLE 25 : DEMANDE DE REVISION.

1. La demande de révision d'une décision n'est ouverte devant la Cour que lorsqu'elle est fondée sur la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, au moment du prononcé de la décision, était inconnu de la Cour et du demandeur, à condition toutefois qu'une telle ignorance ne soit pas le fait d'une négligence.

2. En cas de recours en révision, la procédure s'ouvre, lorsque la demande est recevable, par une décision de la Cour constatant de manière non équivoque que le fait présumé nouveau est réel et qu'il est de nature à justifier la révision ainsi que la recevabilité de la demande.

3. Avant de déclarer une demande en révision recevable, la Cour peut ordonner une exécution provisoire de la décision.

4. Aucune demande en révision n'est admise cinq (5) ans après la date du prononcé de la décision.

5. La décision de la Cour n'a force exécutoire qu'entre les parties et n'a d'effet qu'à l'égard des faits de la cause.

ARTICLE 26 : SIEGE DE LA COUR.

*Le siège de la Cour est fixé par la Conférence.*

*Toutefois, lorsque les circonstances ou les faits de la cause l'exigent, la Cour peut décider de siéger sur le territoire d'un autre Etat Membre.*

ARTICLE 27 : SESSION DE LA COUR.

*1. La Cour se réunit sur convocation de son Président.*

*2. Les dates et la durée des sessions de la Cour sont fixées par le Président en fonction du rôle de la Cour.*

*3. Le Président et les autres membres de la Cour sont tenus, à moins qu'ils n'y soient empêchés pour des motifs dûment portés à la connaissance de la Conférence ou du Président de la Cour, selon le cas, d'assister à toutes les sessions de la Cour.*

*4a. Sous réserve des dispositions du présent Protocole et de son Règlement Intérieur, la Cour siège en séance plénière lorsqu'elle est composée comme il est dit au paragraphe 2 de l'article 3 du présent Protocole.*

*4b. Toutefois, lorsque siégeant en cette formation, l'un de ses membres, par suite d'un empêchement ou de son absence se trouve provisoirement dans l'impossibilité de continuer à prendre part aux débats, la Cour nonobstant cet événement, peut sous réserve d'en convenir avec les parties au différend, poursuivre son audience.*

5. La Cour peut également se réunir en une ou plusieurs Chambres, composée de trois (3) membres ou plus, lorsqu'elle juge nécessaire une telle formation.

#### ARTICLE 28 : REMUNERATION ET AVANTAGES.

Sous réserve des dispositions du présent Protocole, la rémunération, les indemnités et tous autres avantages du Président et des autres membres de la Cour sont fixés par la Conférence.

#### ARTICLE 29 : GREFFIERS ET AUTRE PERSONNEL DE LA COUR.

1. Le Greffe de la Cour est tenu par un Greffier en Chef et des Greffiers dont le nombre, les conditions de nomination et les fonctions, sous réserve des dispositions du présent Protocole, sont déterminés par le Règlement Intérieur.

2. Avant d'entrer en fonction, le Greffier en Chef et les Greffiers de la Cour prêtent serment, ou font une déclaration écrite en tenant lieu devant le Président de la Cour dans les termes prescrits par le Règlement Intérieur.

3. La Communauté nomme et met à la disposition de la Cour les fonctionnaires et les agents nécessaires et susceptibles de lui permettre de remplir ses fonctions.

#### ARTICLE 30 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR.

Tous les frais de fonctionnement de la Cour sont supportés par le budget du Secrétariat Exécutif de la Communauté.

#### ARTICLE 31 : LANGUES OFFICIELLES

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais.

ARTICLE 32 : REGLEMENT INTERIEUR.

*La Cour établit son Règlement Intérieur qui est soumis à l'approbation du Conseil. Les amendements audit Règlement doivent également être approuvés par le Conseil.*

ARTICLE 33 : AMENDEMENTS.

*1. Tout Etat Membre ou le Président de la Cour, après avis des autres membres de la Cour, peut soumettre des propositions en vue de l'amendement du présent Protocole.*

*2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétaire Exécutif qui les communique aux Etats Membres dans les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements sont examinés par la Conférence à l'expiration du délai de préavis de trente (30) jours accordé aux Etats Membres.*

ARTICLE 34 : ENTREE EN VIGUEUR.

*1. Le présent Protocole entrera en vigueur de manière provisoire, dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans chaque Etat Membre.*

*2. Le présent Protocole et tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif de la Communauté qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats Membres, leur notifiera la date de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, des Nations Unies et de toutes organisations que le Conseil peut déterminer.*



3. Le Présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, NOUS CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AVONS SIGNE LE PRESENT PROTOCOLE.

FAIT A ABUJA, LE 6 JUILLET 1991.

EN UN SEUL ORIGINAL EN ANGLAIS ET EN FRANCAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT EGALEMENT FOI.